

Intégrer

2027
2028

8^e édition

SCIENCES PO

HISTOIRE

CONCOURS COMMUN DES IEP

Thibaut Klinger

24 SUJETS
CORRIGÉS

Tout pour faire la différence



Méthodologie et conseils



Tout le cours en 38 fiches



Les 65 figures historiques clés



**Les 200 documents historiques
et repères à connaître**



Les 220 dates à retenir



**10 sujets corrigés dont
les deux sujets officiels 2026**

OFFERT EN LIGNE

- + 10 vidéos «focus»
- + 14 sujets corrigés
- + 175 QCM interactifs
- + 35 synthèses à compléter
- + Fil d'actualité

Vuibert
N°1 DES CONCOURS

Intégrer

2027
2028

8^e édition

SCIENCES PO

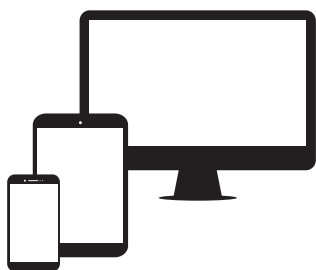
HISTOIRE

CONCOURS COMMUN DES IEP

Thibaut Klinger

Normalien agrégé d'histoire, docteur en géographie,
professeur au lycée Racine à Paris

Vuibert



OFFERT EN LIGNE

- + 10 vidéos « focus »
- + 14 sujets corrigés
- + 175 QCM interactifs
- + 35 synthèses à compléter
- + Fil d'actualité

À télécharger sur www.Vuibbert.fr/site/222760

Retrouvez également notre ouvrage d'entraînement à l'épreuve d'histoire proposant **10 vraies copies d'élèves commentées.**



ISBN : 978-2-311-22276-0

ISSN : 2265-4941

Création de la maquette de couverture : Les PAOistes

Adaptation de la couverture : Severine Tanguy et Primo&Primo

Maquette intérieure et mise en page : PCA

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Dans le cas où le livre comporte des ressources numériques en ligne, ces dernières sont des compléments offerts à l'achat du livre. Par respect du droit d'auteurs, ces ressources sont inaccessibles, interdites de reproduction et réservées à un usage strictement personnel. Elles sont soumises aux conditions d'utilisation en vigueur (CGU) accessibles sur notre site et peuvent, pour des raisons commerciales, légales, d'évolution technique ou de contenu, être supprimées ou interrompues à tout moment, sans garantie de maintien ou de compensation. Dans le cas où les QR codes et liens hypertextes permettent d'accéder à des sites internet tiers, la responsabilité des éditions Vuibert n'est pas engagée, notamment quant à leur éventuel dysfonctionnement ou à leur indisponibilité d'accès.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. Le « photocopillage », c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le « photocopillage » menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite.

Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur.

S'adresser au Centre français d'exploitation du droit de copie : 20 rue des Grands Augustins, F-75006 Paris.

Tél. : 01 44 07 47 70

© Vuibert – août 2026 – 5 allée de la 2^e DB, 75015 Paris

Site Internet : <http://www.vuibbert.fr>

Sommaire

PARTIE 1. INFORMATIONS SUR VOTRE CONCOURS

1. Présentation du concours commun des IEP	11
2. L'épreuve d'histoire	13
3. Bien se préparer tout au long de l'année	14

PARTIE 2. TOUT LE COURS

THÈME 1. FRAGILITÉS DES DÉMOCRATIES, TOTALITARISMES ET SECONDE GUERRE MONDIALE (1929-1945) 17

Chapitre 1. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux	19
Fiche 1. Les causes de la crise de 1929	19
Fiche 2. Le passage d'une crise américaine à une crise mondiale	25
Fiche 3. L'émergence d'un chômage de masse	32
Chapitre 2. Les régimes totalitaires	41
Fiche 4. La mise en place des totalitarismes	41
Fiche 5. Les totalitarismes en fonctionnement	49
Fiche 6. Des régimes qui bouleversent l'ordre européen	58
Chapitre 3. La Seconde Guerre mondiale	67
Fiche 7. Un conflit mondial : protagonistes, phases de la guerre et théâtres d'opérations	67
Fiche 8. Crimes de guerre, violences et crimes de masse, Shoah, génocide des Tsiganes	74

THÈME 2. LA MULTIPLICATION DES ACTEURS INTERNATIONAUX DANS UN MONDE BIPOLAIRE (DE 1945 AU DÉBUT DES ANNÉES 1970) 81

Chapitre 4. La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial	83
Fiche 9. Le bilan matériel, humain et moral du conflit	83
Fiche 10. Les bases de l'État-providence	88
Fiche 11. Les bases d'un nouvel ordre international	92
Fiche 12. Les nouvelles tensions : début de la guerre froide et conflits au Proche-Orient	98
Chapitre 5. Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde	105
Fiche 13. Les modèles des deux superpuissances et la bipolarisation	105
Fiche 14. Les nouveaux États : des indépendances à leur affirmation sur la scène internationale	112
Fiche 15. La Chine de Mao, l'affirmation d'un nouvel acteur international	119
Fiche 16. Les conflits du Proche et Moyen-Orient	125

THÈME 3. LES REMISES EN CAUSE ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES DES ANNÉES 1970 À 1991

131

Chapitre 6. La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux	133
Fiche 17. Les chocs pétroliers : la crise économique occidentale et la nouvelle donne économique internationale	133
Fiche 18. Libéralisation et dérégulation	141
Fiche 19. La révolution islamique d'Iran et le rejet du modèle occidental	148
Fiche 20. La démocratisation de l'Europe méridionale et les élargissements de la CEE	154
Fiche 21. L'effondrement du bloc soviétique et de l'URSS	161

THÈME 4. LE MONDE ET L'EUROPE DEPUIS LES ANNÉES 1990, ENTRE COOPÉRATIONS ET CONFLITS

171

Chapitre 7. Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux	173
Fiche 22. Les nouvelles formes de conflit	173
Fiche 23. Le renouvellement de l'affrontement des puissances	184
Fiche 24. Crimes de masse, génocides et justice pénale internationale	198
Fiche 25. La mise en place d'une gouvernance mondiale face aux défis contemporains	208
Chapitre 8. La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question	215
Fiche 26. L'Union européenne depuis le traité de Maastricht	215

THÈME 5. HISTOIRE POLITIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE DE LA FRANCE DEPUIS LES ANNÉES 1930

223

Chapitre 9. Années 1930 et Seconde Guerre mondiale	225
Fiche 27. La vie politique dans la France des années 1930	225
Fiche 28. Société et culture dans une France en crise (1930-1944)	234
Fiche 29. La France dans la guerre : occupation, collaboration, régime de Vichy et Résistance	237
Chapitre 10. La nouvelle place de la France dans le monde	245
Fiche 30. La IV ^e République entre décolonisation, guerre froide et construction européenne	245
Fiche 31. La crise algérienne de la République française et la naissance d'un nouveau régime	254
Fiche 32. Les débuts de la V ^e République : un projet liant volonté d'indépendance nationale et modernisation du pays	262
Fiche 33. Renouveau et transformations de la société et de la culture françaises (1944-1974)	269
Chapitre 11. Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988	274
Fiche 34. L'alternance politique avec l'élection de François Mitterrand	274
Fiche 35. Une société en mutations	282
Fiche 36. Enseignement, audiovisuel et culture	292
Chapitre 12. Une République qui s'adapte	299
Fiche 37. La V ^e République, un régime stable qui se réforme	299
Fiche 38. La République face aux défis sociétaux	308

100 QUESTIONS POUR S'ENTRAÎNER**313****RÉFÉRENCES ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT****317****PARTIE 3. MÉTHODOLOGIE ET CONSEILS**

1. Présentation de l'épreuve et des exigences.....	323
2. L'analyse de deux documents de nature différente	324
3. La gestion du temps.....	326

PARTIE 4. SUJETS CORRIGÉS

Sujet 1. La place des femmes dans la vie politique française depuis les années 1930.....	330
Sujet 2. 1956, année de crises et de basculement vers un nouvel ordre mondial.....	337
Sujet 3. Le « coup de Prague »	346
Sujet 4. La IV ^e République entre décolonisation, guerre froide et construction européenne ...	350
Sujet 5. L'année 1968 dans le monde.....	356
Sujet 6. La politique culturelle en France dans les années 1974-1988.....	361
Sujet 7. L'impact de la crise en Allemagne	366
Sujet 8. De la CEE à l'UE, Maastricht.....	370
Sujet 9. La puissance chinoise dans les années 1950-1960	375
Sujet 10. La crise de Cuba et ses conséquences	380

14 SUJETS CORRIGÉS EN LIGNE

- Sujet 01 - Une gouvernance mondiale face aux défis contemporains ?
- Sujet 02 - Nouveaux États et affirmation sur la scène internationale (années 1960)
- Sujet 03 - La question d'Israël, objet de conflit de la guerre des Six-jours à la « barrière de sécurité »
- Sujet 04 - La France dans les nouveaux rapports de puissance au début du xxi^e siècle
- Sujet 05 - La construction européenne dans la nouvelle donne géopolitique (années 1950)
- Sujet 06 - Guerre du Golfe et nouveaux rapports de puissance au Moyen-Orient
- Sujet 07 - Une puissance chinoise réaliste dans les années 1970
- Sujet 08 - L'approfondissement de la décentralisation
- Sujet 09 - La France des années 1960
- Sujet 10 - Les guerres d'Indochine et du Vietnam
- Sujet 11 - La Seconde Guerre mondiale : guerre idéologique et génocide
- Sujet 12 - Continuer ou arrêter la guerre
- Sujet 13 - Les transformations de l'Europe en 1989-1992
- Sujet 14 - Les conflits du Proche et du Moyen-Orient (années 1950)

TABLE DES ENCADRÉS

FIGURES CLÉS

Herbert Hoover (1874-1964)	23	Alexandre Soljenitsyne (1918-2008).....	163
Franklin Delano Roosevelt (1882-1945)	30	Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022)	164
Heinrich Brüning (1885-1970)	37	Oussama Ben Laden (1957-2011).....	178
Joseph Staline (1878-1953)	43	Vladimir Poutine (1952-)	189
Benito Mussolini (1883-1945)	43	Hu Jintao (1942-).....	194
Adolf Hitler (1889-1945)	45	Xi Jinping (1953-).....	194
Margarete Buber-Neumann (1901-1989).....	57	Nelson Mandela (1918-2013)	206
Francisco Franco (1892-1975)	59	Václav Havel (1936-2011)	216
Dolores Ibárruri, « La Pasionaria » (1895-1989).....	59	Helmut Kohl (1930-2017)	217
Arthur Neville Chamberlain (1869-1940)	64	Charles Maurras (1868-1952)	227
Winston Churchill (1874-1965).....	69	André Tardieu (1876-1945)	227
Erwin Rommel (1891-1944).....	69	Édouard Herriot (1872-1957)	228
Hirohito (1901-1989)	73	Léon Blum (1872-1950)	231
Heinrich Himmler (1900-1945)	77	Édouard Daladier (1884-1970)	233
Lord William Beveridge (1879-1963).....	89	Philippe Pétain (1856-1951).....	239
Les « pères de la sécurité sociale »	91	Pierre Laval (1883-1945)	241
Harry Truman (1884-1972)	99	Jean Moulin (1899-1943).....	242
Fidel Castro (1926-2016)	108	Pierre Mendès France (1907-1982)	249
Hô Chi Minh (Nguyen Têt Thành) (1890-1969).....	114	Ahmed Ben Bella (1916-2012)	256
Ernesto Guevara, dit le « Che » (1928-1967).....	118	Charles de Gaulle (1890-1970).....	262
Mao Zedong (1893-1976)	120	Michel Debré (1912-1996)	263
Zhou Enlai (1898-1976)	123	Valéry Giscard d'Estaing (1926-2020).....	275
Gamal Abdel Nasser (1918-1970).....	126	Raymond Barre (1924-2007).....	275
Anouar el-Sadate (1918-1981)	129	François Mitterrand (1916-1996)	277
Yasser Arafat (1929-2004)	130	Laurent Fabius (1946-)	278
Milton Friedman (1912-2006).....	141	Jacques Chirac (1932-2019).....	279
Ronald Reagan (1911-2004)	143	Simone Veil (1927-2017)	283
Margaret Thatcher (1925-2013)	144	Coluche (1944-1986)	294
Deng Xiaoping (1904-1997).....	146	Jack Lang (1939-).....	297
Ruhollah Khomeiny (1902-1989).....	149	Nicolas Sarkozy (1955-).....	303
Juan Carlos 1 ^{er} , roi d'Espagne (1975-2014).....	158	François Hollande (1954-).....	304
Mário Soares (1924-2017)	160	Emmanuel Macron (1977-)	305
Leonid Brejnev (1906-1982)	161		

DOCUMENTS ESSENTIELS

John Kenneth Galbraith, <i>La crise économique de 1929</i>	22
La Grande dépression aux États-Unis	24
<i>Mein Kampf</i> , produit de l'échec de 1923	46
L'Europe en 1945	87
Le verdict du tribunal de Nuremberg	93
Le système onusien aujourd'hui	96
Le SMI et ses institutions	97
Israël, projet de l'ONU et situation en 1949.....	104
La menace soviétique	109
Simon Leys, <i>Les Habits neufs du président Mao</i> (1971).....	124
La guerre des Six Jours conforte l'existence d'Israël	128

Le cours du baril en dollars.	138
La République islamique d'Iran et le contexte géopolitique régional (1979 – fin des années 1980) ...	153
La <i>métapoliteusis</i> grecque.	157
Jean-Paul II reçoit Lech Walesa le 16 janvier 1981.	168
L'année 1989 dans le monde.	169
Guerres et « nettoyage ethnique » en ex-Yougoslavie.	202
Le bilan de la guerre d'Algérie.	258
Les institutions de la V ^e République.	264

REPÈRES

Crise économique.	20	Babi Yar (29-30 septembre 1941).	78
Dépression, contraction, récession.	21	« Centres de mise à mort ».	79
Escompte et politique monétaire.	21	Auschwitz.	79
La <i>debt deflation</i>	24	<i>Shoah</i> de Claude Lanzmann (1985).	79
Le populisme.	29	Le bilan de l'extermination.	79
Le cinéma et les chômeurs.	33	La « Shoah par balles ».	80
Les décrets-lois.	35	<i>Infographie de la Seconde Guerre mondiale</i>	84
La République de Weimar.	36	Les enjeux moraux du bilan allemand.	85
Le totalitarisme.	41	La ligne Oder-Neisse.	86
Fascisme.	44	Logique d'assurance ou logique de sécurité	
Un « processus interrompu ».	45	sociale.	90
La « brutalisation » selon George L. Mosse.	48	Les ordonnances.	91
Un « pouvoir charismatique »		Le crime contre l'humanité.	92
selon Ian Kershaw.	51	Vision idéaliste, vision réaliste.	94
<i>Völkisch</i>	52	L'« ordre mondial ».	95
La Grande Terreur en URSS, 1937-1938.	54	Le « rideau de fer ».	99
La « nuit de Cristal », 9-10 novembre 1938.	55	Le glacis soviétique.	101
Goulag.	55	Vocabulaire d'Israël.	103
Goulag et « querelle des historiens ».	56	Berlin, 17 juin 1953.	107
La Société des Nations (SDN).	60	« <i>Ich bin ein Berliner</i> ».	108
Les « Brigades internationales ».	60	Mai 68, accès de « fièvre hexagonale ».	110
« Sécurité collective ».	61	L'Union française.	114
L' <i>Anschluss</i> , 13 mars 1938.	62	Le développement.	115
L'Axe.	62	Tiers-monde et tiers-mondisme.	116
Komintern (1919-1943) et pacte		L'encyclique <i>Populorum progressio</i> (1967).	117
anti-Komintern 1936.	63	Le chapitre VII de la charte de l'ONU.	121
La « Petite Entente »		Le maoïsme.	122
face aux révisionnistes.	65	« Petit livre rouge ».	123
Dantzig.	65	Le nassérisme.	127
La « drôle de guerre ».	68	Le baassisme.	127
<i>Blitzkrieg</i> un mythe ?	68	Le « mur des Lamentations » et Israël.	129
La « guerre totale ».	70	Eurodollars et pétrodollars.	134
Loi prêt-bail (11 mars 1941).	71	Le paradoxe de Triffin.	134
Les « Nations unies ».	71	La théorie de l'échange.	136
Une « guerre-monde ».	73	La récession.	140
Les <i>kamikazes</i>	75	La courbe de Laffer.	142
Les « terres de sang ».	76	Le « consensus de Washington ».	145
Katyń.	76	Le toyotisme.	146
Le génocide.	77	« L'économie socialiste de marché ».	147
Les <i>Einsatzgruppen</i>	78	Islamisme.	150

Ayatollah, charia, chiisme, mollah	150	Exode	238
Olivier Roy, <i>L'échec de l'islam politique</i>	151	<i>L'Étrange défaite</i> , Marc Bloch	238
<i>L'Iragate</i>	152	<i>Et si la France avait continué la guerre...</i>	239
« 3 ^e vague démocratique »	155	« Maréchalistes » et « pétainistes »	240
La transition démocratique	156	« Collaboracionnistes »	241
La candidature turque	160	Les Malgré nous	241
Le PCUS	162	<i>La France de Vichy</i> de Robert Paxton	242
Repère La démographie de l'URSS	162	Maquis et maquisards	243
Repère La chute de l'empire prédite ?	164	Le résistancialisme	244
Repère La catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986)	165	Le préambule de la Constitution de 1946	246
La « nouvelle pensée »	166	Le tripartisme	246
<i>L'Ostpolitik</i>	167	Les apparentements	247
Guerre, conflit, crise	173	Le discours de Bayeux (16 juin 1946)	247
« Zones grises », « quasi-États » et « conflits gelés »	175	La Communauté européenne de défense (CED)	252
L'ensauvagement	176	Les massacres de Sétif	255
Le « choc des civilisations » de Samuel P. Huntington	176	« L'Algérie, c'est la France »	255
Al-Jazeera	177	Le contingent	257
Djihad et djihadisme	178	Mémoire et histoire	259
Gilles Kepel <i>versus</i> Olivier Roy	179	Les pieds-noirs	260
La seconde Intifada (2000-2003)	180	Le 17 octobre 1961	260
Hezbollah et Hamas	180	La « bataille d'Alger »	261
Le Qatar, nouvelle puissance	181	Mémoire algérienne, entre histoire et instrumentalisation	261
L'« arc chiite »	182	Le « volapük intégré »	266
La dronisation des conflits	183	Le plan, « ardente obligation »	267
<i>Hard power, soft power, smart power</i>	185	La « bataille de la 4CV »	270
Le « néoconservatisme »	185	Les Trente Glorieuses	271
<i>Zero Dark Thirty</i> et les troubles de conscience de l'Amérique	187	Les maisons de la culture de Malraux	273
Les États-Unis, puissance stochastique ?	188	Le « quadrille bipolaire »	276
« Étranger proche » et « pieds-rouges »	188	Féminisme, « théorie du genre »	282
Les « révolutions colorées »	190	La jeunesse	284
Les BRICS	192	Le chômage	286
Shanghai	192	La <i>Gay Pride</i>	288
Le modèle westphalien	193	Les mots du sida	289
Le « rêve chinois »	195	Immigré et étranger	289
La « Chinafrique »	196	Le regroupement familial	290
La Chine « prédateur » ?	197	Le Front national	291
La Cour internationale de justice	203	Politique culturelle	295
L'apartheid	206	Le musée d'Orsay, « bel exemple de continuité esthétique »	296
Gouvernance mondiale et biens publics mondiaux	209	<i>L'État culturel : une religion moderne</i> de Marc Fumaroli	298
Le Traité de non-prolifération	209	La gauche plurielle	301
Altermondialisme	211	Le 21 avril	301
Les IDE	212	La France, exemple de tripolarisation ?	306
Délocalisations et guerre économique	212	La décentralisation	306
Le tunnel sous la Manche	217	Le principe de subsidiarité	307
L'espace Schengen	221	Laïcité	308
Y a-t-il un fascisme français ?	230	Olivier Roy, laïcité et islam	310
La Cagoule	232	Parité	310
		Les <i>Femen</i> , féminisme radical	311

PARTIE 1

Informations sur votre concours

- 11** Présentation du concours commun des IEP
- 13** L'épreuve d'histoire
- 14** Bien se préparer tout au long de l'année

1. Présentation du concours commun des IEP

Le concours est organisé conjointement par les Instituts d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse. En 2026, il y avait environ 10 000 candidats pour **1 218 places**, soit un **taux de sélection d'un peu plus de 12 %**. **N'oubliez pas de valider votre choix sur Parcoursup en cas d'admission**, sous peine de perdre votre place !

Nombre de places proposées en 2026	
Aix	150
Lille	195
Lyon	180 (+ 38 pour le campus de Saint-Étienne)
Rennes	150 (+ 40 pour le campus de Caen)
Saint-Germain-en-Laye	120
Strasbourg	185
Toulouse	160

Quelques places sont offertes selon **d'autres modalités**. Par exemple :

- ◆ l'IEP de Saint-Germain-en-Laye offre aux bacheliers ayant une mention « très bien » des places en surnombre, pour un maximum de 10 % des places offertes au concours (12 places en 2026) ;
- ◆ l'IEP de Lyon ouvre 6 places en double parcours diplôme IEP et licence d'économie, 6 places en double parcours diplôme IEP et licence de droit avec l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne (UJM) ;
- ◆ l'IEP de Lille offre des places aux candidats bac+0 et bac+1 sur concours (3 épreuves d'admissibilité de même type que le concours commun aux IEP, épreuve d'histoire de même nature, un oral d'admission dans la langue cible du parcours), 20 places en 2026 pour le double diplôme franco-allemand ; 10 à 14 places pour le double diplôme franco-espagnol ; 7 à 10 places pour le double-diplôme franco-italien ;
- ◆ l'IEP d'Aix-en-Provence propose 15 places (2026) pour le cursus franco-allemand avec un concours commun de même structure que celui de Lille ;
- ◆ l'IEP de Rennes propose l'intégration en 1^{re} année aux candidats reconnus sportifs de haut niveau ayant obtenu la mention « très bien » et après entretien ;
- ◆ l'IEP de Strasbourg propose 12 places et l'université de la Sarre 12 également dans le cadre d'un double diplôme franco-allemand ouvert notamment aux lycées d'Abibac, BFI et sections européennes. Le recrutement repose sur Parcoursup pour l'admissibilité, puis un oral en allemand.

Un concours n'est pas uniquement un concours de circonstances : on profite d'autant plus d'une chance éventuelle qu'on s'est bien préparé, le plus en amont possible. Le jury insiste sur la complémentarité avec la préparation au baccalauréat. Une préparation de qualité implique :

- ◆ l'acquisition de **connaissances de fond**, dont cet ouvrage présente l'essentiel ;
- ◆ la maîtrise de l'exercice défini pour le concours, ce qui passe par une **pratique régulière** : les sujets corrigés présentés à la fin de l'ouvrage constituent un précieux outil d'entraînement.

En 2026, les bac+0 représentaient 2/3 des candidats et la moitié des reçus. Même si les documents officiels précisent que toutes les options et toutes les spécialités peuvent concourir, il va de soi que tout incite les futurs candidats à **privilégier l'enseignement de spécialité d'histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques**, dont l'épreuve de terminale inspire directement la réforme du concours.

Un concours consiste aussi à **répondre à un profil recherché**. Les copies du candidat doivent montrer que leur auteur est sensible aux **6 attendus locaux** précisés par les 7 IEP (rapport du jury 2023) :

- ◆ ouverture internationale, dont témoignera une solide culture générale ;
- ◆ savoir argumenter à l'écrit et à l'oral ;
- ◆ la maîtrise à terme de deux langues étrangères, éventuellement des notions dans une troisième ;
- ◆ savoir analyser des documents de tous types ;
- ◆ croiser connaissances et points de vue issus de disciplines diverses ;
- ◆ être autonome et organisé.

Épreuves du concours d'entrée en première année

Le concours commun des IEP comprend trois épreuves :

- ◆ une **épreuve de questions contemporaines**. Elle prend la forme d'une dissertation à rédiger en trois heures (coefficient 3). Deux sujets sont proposés, le candidat n'en traitant qu'un seul ;
- ◆ une **épreuve de langue vivante**. Elle se déroule en une heure (coefficient 2) et consiste en des exercices de compréhension et un essai. Les langues possibles sont l'allemand, l'anglais, l'espagnol et l'italien ;
- ◆ une **épreuve d'histoire de deux heures**. Elle prend la forme d'une analyse de deux documents de nature différente, guidée par une consigne (coefficient 3) sur le programme intitulé « Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours. Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930 », soit, formulé autrement, le programme d'histoire de terminale générale « tronc commun ». Le candidat choisit un sujet parmi deux proposés.

Informations diverses

L'intégration du recrutement des IEP à la procédure Parcoursup conduit à placer le concours généralement le dernier samedi d'avril (de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h). Il est ouvert aux **bacheliers de l'année en cours et de l'année précédente (ou diplômes étrangers équivalents ou DAEU)**. Les frais d'inscription au concours se montent à 210 euros (40 euros pour les boursiers sur justificatif) et se règlent sur Parcoursup.

2. L'épreuve d'histoire

L'épreuve d'histoire est une analyse de deux documents de nature différente guidée par une consigne : elle reprend l'esprit de l'épreuve de spécialité HGGSP.

Le programme est intitulé « Les relations entre les puissances et les modèles politiques, des années 1930 à nos jours » et « Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930 ». Le programme du concours est exactement calé sur celui de terminale : on a choisi pour cet ouvrage de suivre précisément le déroulé du programme présenté au BOEN spécial n° 8 du 25 juillet 2019, tout en ajoutant ponctuellement des éléments « traditionnels » des programmes anciens. En effet, on invitera le candidat à la plus grande prudence car, dans le passé, certains sujets étaient parfois surprenants pour ceux qui s'en tenaient à une lecture rigoureuse des indications officielles des organisateurs du concours.

On remarquera qu'un examen comme le baccalauréat sanctionne un niveau alors qu'un concours classe les meilleures copies : il faut donc produire une copie qui se distingue des autres et qui évite les erreurs que d'autres commettront... L'analyse de documents est une épreuve technique (*voir p. 329 la partie 4 « Sujets corrigés »*) : le jury attend que le candidat en respecte les règles, ce qui lui assure en retour un minimum de points. Un entraînement tout au long de l'année est nécessaire.

ANNALES DU CONCOURS POUR L'ÉPREUVE D'HISTOIRE

Sujets au choix 2026 :

- La place des femmes dans la vie politique française depuis les années 1930
- 1956, année de crises et de basculement vers un nouvel ordre mondial

Sujet 2025 : Contexte et configuration politique dans lesquels le général de Gaulle a renforcé le pouvoir présidentiel en France entre 1958 et 1962

Sujet 2024 : Le contexte, les références et les enjeux des transformations de l'Europe en 1989-1992

Sujet 2023 : L'évolution des relations américano-soviétiques de 1945 à 1953

Sujet 2022 : La politique de l'État français durant la Seconde Guerre mondiale

Pas de concours en 2020 et 2021

Sujet 2019 : La République populaire de Chine, une puissance diplomatique et militaire (de 1945 à nos jours)

Sujet 2018 : L'expansion du communisme dans le monde (1945-1979)

Sujet 2017 : Les États-Unis et le monde depuis 1945

Sujet 2016 : La France face aux événements d'Algérie (1945-1962)

Sujet 2015 : Tensions et conflits au Proche et Moyen-Orient durant la guerre froide (1948-1989)

Sujet 2014 : La puissance diplomatique de la France dans le monde de 1958 à 2007

Sujet 2013 : La démocratie en Europe de 1945 aux années 2000

Sujet 2012 : Les États-Unis d'Amérique et l'Europe de l'Ouest de 1945 à 1989

Sujet 2011 : La France et la construction européenne 1957-1992

Sujet 2010 : La IV^e République, un bilan négatif ?

Sujet 2009 : La France et la fin des empires coloniaux

Sujet 2008 : Les « Trente Glorieuses » dans l'histoire économique et sociale de la France contemporaine

Les annales sont téléchargeables à l'adresse <http://www.reseau-scpo.fr/-annales-concours->
Des précisions sur la nature des épreuves sont à retrouver à l'adresse <https://www.reseau-scpo.fr/nature-des-epreuves>

3. Bien se préparer tout au long de l'année

Le concours suppose que les connaissances de terminale soient bien acquises grâce à un apprentissage régulier : il est évident que ce qui est effectué en cours ne constitue qu'une base. La préparation au concours des IEP exige un **travail personnel** très consistant. Plus tôt le candidat commencera, plus il sera armé.

Extrait du rapport du jury 2019 : conseils et préconisations

« Le bachotage passif n'assure pas spécialement la réussite. S'il convient de lire, de faire des fiches, de maîtriser un ensemble de connaissances, il faut toujours les rapporter précisément aux sujets et aux problématiques spécifiques liées à ces sujets. S'il est nécessaire de bien dominer les thèmes ou programmes, sont attendus des candidats faisant preuve de recul critique, de curiosité intellectuelle et, sur le monde qui les entoure, d'engagement personnel ».

L'analyse de documents ne doit surtout **pas se limiter à de la paraphrase** : elle consiste à « démonter » le document pour en identifier les enjeux. Les **connaissances et l'entraînement** acquis dans les mois qui précèdent doivent le permettre : traiter régulièrement des sujets, sous la forme de plans détaillés ou intégralement rédigés, est indispensable non seulement pour acquérir la méthode mais aussi pour assimiler la masse de connaissances requises. Des **QCM** et des **tests de révision** sont également proposés dans ce but. Il est conseillé de rédiger les fiches à la main et non sur ordinateur, car **écrire est un bon moyen de mémoriser**. Le candidat veillera à se constituer une **batterie d'exemples**, c'est-à-dire un lexique de notions assimilées et mises en relation entre elles, ainsi que des faits ou documents qui pourront servir de point de comparaison, **donnant du relief à l'analyse pour « critiquer » le document**.

Si ce n'est pas le cœur de la préparation, il est également utile de parcourir régulièrement des **revues d'histoire généralistes**, dont la plus utile pour les concours est *L'Histoire* (ou, à défaut, son site Internet), ainsi que les rayons « Histoire » d'une bonne librairie. C'est le meilleur moyen d'avoir en tête les sujets porteurs et les questionnements actuels, ce qui peut permettre d'améliorer une introduction, une conclusion ou de mieux articuler deux idées. Le manuel propose des encadrés « **repères historiographiques** » : le candidat ne peut pas maîtriser les débats historiographiques riches sur ce programme mais une initiation l'aidera à mieux **jauger l'apport et les limites** d'un document.

La qualité de la réflexion est généralement plus grande quand elle est nourrie par le plaisir éprouvé pour l'activité : la **préparation au concours doit être stimulante** même si elle est exigeante ! C'est l'occasion de lire et de regarder des émissions, des films voire des expositions. L'image du mot « culture » rappelle une évidence : comme une plante, la culture du candidat a besoin de nourriture, qui ne peut se limiter à de sèches fiches de révision.

PARTIE 2

Tout le cours

17 **THÈME 1.** Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)

81 **THÈME 2.** La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)

131 **THÈME 3.** Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991

171 **THÈME 4.** Le monde et l'Europe depuis les années 1990, entre coopérations et conflits

223 **THÈME 5.** Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930

313 **100 QUESTIONS POUR S'ENTRAÎNER**

317 **RÉFÉRENCES ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT**

THÈME 1

Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)

CHAPITRE 1. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux	19
FICHE 1 Les causes de la crise de 1929	19
FICHE 2 Le passage d'une crise américaine à une crise mondiale	25
FICHE 3 L'émergence d'un chômage de masse	32
CHAPITRE 2. Les régimes totalitaires	41
FICHE 4 La mise en place des totalitarismes	41
FICHE 5 Les totalitarismes en fonctionnement	49
FICHE 6 Des régimes qui bouleversent l'ordre européen	58
CHAPITRE 3. La Seconde Guerre mondiale	67
FICHE 7 Un conflit mondial : protagonistes, phases de la guerre et théâtres d'opérations	67
FICHE 8 Crimes de guerre, violences et crimes de masse, Shoah, génocide des Tsiganes	74

CHAPITRE 1

L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

FICHE 1

Les causes de la crise de 1929

La crise de 1929 fut brutale et, pour beaucoup, inattendue : pourtant elle a bien des causes profondes que les contemporains n'ont pas perçues ou n'ont pas voulu voir. C'est souvent le cas des crises financières, à chaque fois, les gens se persuadent que *Cette fois, c'est différent...*, comme l'ont démontré les économistes Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff dans leur ouvrage ainsi intitulé et paru en 2009 lors de la crise des *subprimes*.

L'ESSENTIEL EN DATES

- **août 1927** : la Fed abaisse son taux d'escompte à 3,5 %.
- **4 mars 1929** : investiture de Herbert Hoover comme président des États-Unis.
- **24 octobre 1929** : « Jeudi noir ».
- **4 mars 1933** : investiture de Franklin D. Roosevelt comme président des États-Unis.
- **1936** : Parution de l'ouvrage *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de John Maynard Keynes.

1. Une crise soudaine et inattendue

Les témoignages selon lesquels les contemporains ont été globalement stupéfaits de la crise abondent : même Keynes, en août 1928, s'étonne de voir la Fed relever ses taux ! Toutefois l'écrivain **Paul Claudel**, ambassadeur de France à Washington de 1927 à 1933, note le 30 mai 1928 : « la domination du marché financier par New York est probablement appelée dans l'avenir à déclencher quelques ouragans... » (Paul Claudel, ambassadeur de France à Washington, *La Crise. Amérique 1927-1932. Correspondance diplomatique*, Métailié, 2009.)

A. Croissance et prospérité

La décennie 1920 s'ouvre par une **courte mais sévère crise économique de 1920 à 1921** : il s'agit de difficultés à réadapter l'économie de guerre aux conditions de paix et aux besoins de la reconstruction mais aussi d'un blocage des paiements internationaux qui freine les commandes européennes, entraîne des stocks aux États-Unis, ainsi qu'une baisse de production et des prix, donc des profits, et une hausse du chômage. L'épisode révèle des déséquilibres entre l'offre et la demande ainsi qu'entre les secteurs, et une tendance à répondre par le protectionnisme, lourds de conséquences... En 1922, à la **conférence de Gênes**, un système monétaire international dit de **Gold Exchange Standard** s'instaure autour des monnaies de premier rang, le dollar, la livre sterling et le franc, convertibles en or. Les monnaies de second rang deviennent convertibles en celles de premier rang.

La décennie présente ensuite une croissance brillante qui lui vaut le surnom de « **roaring twenties** » ou « les vingt rugissantes », que les Français appellent plutôt « **les années folles** ». C'est le cas aux États-Unis mais aussi largement en Europe où l'*American way of life* commence à se diffuser, tout comme le taylorisme et le fordisme, à commencer par le **secteur automobile** avec Renault et Citroën, ou Berliet pour les camions en agglomération lyonnaise. Les nouveaux matériaux comme le caoutchouc, l'aluminium, le plexi-glas ouvrent de nouvelles perspectives. Même si le charbon représente encore 75 % de la consommation énergétique, le **pétrole et l'électricité** montent en puissance. La production de masse pousse à la **concentration**, avec les *Konzerne* allemands, comme IG Farben, ou le géant Du Pont de Nemours aux États-Unis. Des **gains de productivités** (+ 30 % en moyenne dans les pays les plus avancés) permettent une **croissance intensive** tandis que les services se développent, entraînés par la croissance industrielle. Le développement de l'automobile, la production triplant aux États-Unis de 1919 à 1929, fait naître les guides Michelin avec carte routière, indication des pompes à essence, des curiosités à visiter et des lieux où dormir.



Repère Crise économique

Issu du vocabulaire médical, le terme de « crise » désigne classiquement un retournement brutal de la conjoncture économique, c'est-à-dire des éléments formant le cadre à l'activité économique, entraînant un déséquilibre économique entre l'offre et la demande et une contraction de l'activité économique. Le terme tend à être utilisé pour la période plus longue qui la suit.

B. Des signes inquiétants

Dans le tourbillon de la modernité, des signes inquiétants sont bien présents mais le caractère momentané de leur manifestation empêche qu'ils servent d'avertisseurs : au contraire, on croit que le problème est surmonté et qu'une crise ne peut plus survenir. **Deux récessions légères** se produisent avant 1929 aux États-Unis. En 1924, la production industrielle baisse pendant cinq mois, le chômage monte, comme les prix de gros mais, à la fin de l'année, cela s'inverse. La deuxième fois est plus durable : la récession s'étend d'octobre 1926 à décembre 1927, la Bourse baisse, la demande en acier ralentit, la production automobile aussi, les prix agricoles chutent à cause de la surproduction, mais, là encore, en janvier 1928 tout repart : les Américains ont confiance dans le système.

Pourtant les déséquilibres sont là. La **croissance est inégalement répartie** entre secteurs modernes et secteurs traditionnels, le **commerce international est déséquilibré** en faveur des États-Unis, qui appliquent des taux protectionnistes (38 % *ad valorem*) avant la venue de la crise et dont les banques fournissent aux Européens la monnaie pour régler les échanges. Dès 1928, les banques américaines réduisent leurs prêts aux Européens, entraînant des tensions sur les échanges. Comme les salaires réels stagnent, la **consommation de masse se développe grâce au crédit** : 85 % des meubles sont ainsi achetés aux États-Unis, tout comme 75 % des machines à laver. Lors du retournement de conjoncture, cette dépendance au crédit se révèle dramatique. Dans les entreprises, à partir de 1925, une part croissante des bénéfices n'est pas réinvestie mais utilisée pour la spéculation boursière.



Repère Dépression, contraction, récession

La dépression est une phase de la conjoncture économique marquée par une tendance à la baisse de la production et des prix, une croissance négative du PNB réel par tête, et par une hausse du chômage. On parle de Grande dépression pour la période de 1873-1896 et pour 1929-1939. Elle est appelée aussi contraction. La récession est un ralentissement de l'activité économique. Aujourd'hui, le terme est employé quand on observe un recul du PIB pendant au moins deux trimestres consécutifs.

La Première Guerre mondiale a transformé l'Europe, autrefois créancière du monde, en débitrice. Pour y faire face, elle tend à mener une politique d'argent facile, source d'**inflation**, qui privilégie la spéculation et gonfle artificiellement les résultats de la production. Ce mécanisme conduit régulièrement à des **crises monétaires**, comme en Allemagne en 1923 mais aussi, même si c'est à un moindre degré, en France avec la crise du franc de 1928. En **août 1927**, Français et Britanniques obtiennent de la banque fédérale américaine ou *Federal Reserve Bank* (la « Fed ») une **baisse des taux d'escompte de 4 % à 3,5 %** pour soulager l'économie européenne.



Repère Escompte et politique monétaire

L'escompte est l'opération par laquelle une banque verse au porteur d'un effet de commerce (chèque, traite, etc.) non échu le montant de celui-ci diminué du « taux d'escompte » et de frais divers. En un sens plus large, le taux d'escompte est l'un des outils de la politique monétaire. Augmenter ce taux tend à diminuer la masse monétaire en circulation et à freiner l'activité et l'inflation ; le baisser peut stimuler l'activité en facilitant l'accès aux liquidités. L'efficacité de ces actions sur l'activité ou sur la masse monétaire et sur le rôle précis de la monnaie sont sujets de débat entre économistes.

La baisse de 1927 est considérée depuis comme l'événement qui a dérégulé le marché boursier, favorisant la spéculation hasardeuse en empruntant à faible coût pour jouer en Bourse alors que les cours doublent de 1926 à 1929, bien plus que la croissance économique. Cette situation nourrit une « **orgie spéculative incontrôlée** », selon le banquier Paul Moritz Warburg, décrite par l'historien de l'époque, Frederick Lewis Allen, dans *Only Yesterday* (1931), avec un succès immense : chauffeur de riche, valet de courtier ou infirmière diplômée s'enrichissent comme jamais lors de « coups » boursiers réalisés grâce aux « tuyaux » glanés

ici ou là... Certes, la Fed tente ensuite de freiner la spéculation en remontant ses taux, à 4 % en février 1928, à 5 % en août suivant, puis à 6 % en 1929, mais il est trop tard pour freiner la **bulle spéculative**.

C. Le krach de Wall Street

Au début de novembre 1929, les cours boursiers perdent 10 % mais, si les premiers doutes apparaissent, on veut croire encore à une situation sous contrôle. Tout change le jeudi 24 octobre 1929, « Jeudi noir », avec **près de 13 millions de titres échangés**, soit plus du triple du volume habituel. Toutefois, le premier jour « noir », les grandes banques amortissent le choc en achetant massivement. Le mardi 29, 16 millions de titres sont mis sur le marché, les cours plongent, les banques sont impuissantes. Les « **call loans** », qui ont nourri la spéculation, se retournent contre leurs souscripteurs. Ces prêts au jour le jour permettent d'emprunter avec un dépôt de garantie limité à 10 % du besoin de financement : quand celui-ci est en actions et que le prix des actions baisse, les débiteurs doivent effectuer un versement supplémentaire ou « appel de marge » pour compenser la dépréciation. Faute de liquidités, les actions sont alors automatiquement mises sur le marché, contribuant à l'effondrement... Ce rôle du crédit a été qualifié de « **levier maléfique** » par John Kenneth Galbraith dans une *Brève histoire de l'euphorie financière* en 1990, peu après la crise boursière de 1987.

La légende veut que les financiers se suicident en masse face à leur ruine : les chiffres ne témoignent d'aucun phénomène de masse de ce genre. En revanche, ce krach est le premier à être filmé : les actualités cinématographiques diffusent l'image de courtiers au visage défait, scrutant les tableaux de cotation...



Document essentiel

John Kenneth Galbraith, *La crise économique de 1929*

John Kenneth Galbraith (1908-2006) est un économiste hétérodoxe, adversaire de Milton Friedman et de la politique de dérégulation de Ronald Reagan. Partisan de F. D. Roosevelt dans les années 1930, il rédige son analyse de la crise de 1929 à la demande d'Arthur Meier Schlesinger Sr. qui travaillait à l'écriture d'une biographie de Roosevelt, et la publie en 1955. Sous-titré « Anatomie d'une catastrophe financière », l'ouvrage s'attache particulièrement au rôle de la crise financière.

« Le jeudi 24 octobre est la première des journées que l'histoire – telle qu'on l'a écrite sur le sujet – identifie avec la panique de 1929. C'est à la lumière du désordre, de la frayeur et de la confusion qu'elle mérite d'être ainsi considérée. Ce jour-là, 12 894 650 parts changèrent de main, beaucoup d'entre elles à des prix qui brisèrent les rêves et les espoirs de ceux qui les possédaient. De tous les mystères de la Bourse, il n'en est pas de si impénétrables que la raison pour laquelle il existe un acheteur pour quiconque veut vendre. Le 24 octobre 1929 montra que ce qui est mystérieux n'est pas inévitable. Souvent, il n'y eut pas d'acheteurs, et c'est seulement après de nombreuses chutes verticales qu'il se trouva des gens pour faire une offre d'achat ».

Éditions Payot, 2008, p. 157-158.

2. De la crise à la Grande dépression

Les premiers mois de la crise peuvent faire croire à un choc plus léger que celui du début de la décennie, mais rapidement, elle prend une ampleur jamais vue et devient la Grande dépression, référence de l'histoire du capitalisme. Les revenus nets des agriculteurs américains s'effondrent ainsi de 70 % de 1929 à 1933, drame immortalisé par *Les Raisins de la colère* de John Steinbeck (1939). Cette transformation reste largement incomprise des contemporains, ce qui explique l'inefficacité des réponses « classiques », aggravant la situation le plus souvent. Depuis, elle a reçu plusieurs explications qui ont nourri le débat entre économistes.

A. Le multiplicateur de Keynes et le canal de la consommation

En 1936, John Maynard Keynes publie la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* qui fournit un premier cadre macroéconomique d'analyse de la crise. Il critique la loi de Jean-Baptiste Say énoncée au début du XIX^e siècle selon laquelle « l'offre crée toujours sa propre demande ». Au contraire, le « **multiplicateur de crise** » pousse les ouvriers licenciés des usines d'automobiles à consommer moins, faute de revenu, ce qui réduit les débouchés, l'investissement des entreprises et conduit à de nouveaux licenciements : se met alors en place un nouvel équilibre, de sous-emploi. La consommation est d'autant plus cassée (les biens durables chutent de 50 % de 1929 à 1933 aux États-Unis) qu'elle fonctionnait largement par crédit : ce dernier joue donc le rôle de facteur aggravant. Keynes **critique alors le rôle de l'épargne**, érigée en critère de bonne gestion, alors que, par boutade, il affirme que « sur le long terme, nous serons tous morts ». De cette analyse, il tire la conclusion qu'il faut dissocier consommation et revenu tiré du travail pour éviter que le chômage n'entraîne d'autres licenciements, ce qui suppose une aide provisoire aux chômeurs : c'est la base de l'État-providence.



FIGURE CLÉ Herbert Hoover (1874-1964)

Président républicain des États-Unis (1928-1932), il est resté associé à la crise. Les bidonvilles, qui se multiplient dans ce contexte, sont même qualifiés de « hoovervilles ». Il est resté célèbre pour l'affirmation selon laquelle « la reprise est au coin de la rue ». À sa décharge, au début de 1930, les indicateurs baissent moins qu'en 1920 : les prix de gros perdent 9 % contre 37 % en 1920, la production industrielle générale 17 % contre 47 %. Il s'oppose ainsi à l'indemnisation du chômage par peur que les chômeurs ne soient pas disponibles pour la reprise, et n'accepte qu'en cas d'urgence, d'où la distribution des « couvertures Hoover... » Il prend quelques mesures de relance : le maintien des salaires malgré la baisse souhaitée par les patrons, la création d'un fonds pour aider les banques en difficulté et le lancement des grands travaux. C'est le cas du Hoover Dam, dont la construction a commencé en 1931, achevé sous Roosevelt et devenu le symbole du *New Deal*, politique interventionniste. Les mesures qu'il a prises, insuffisantes, ont mécontenté les Américains...

B. Le canal bancaire

Parue en 1963, l'*Histoire monétaire des États-Unis de 1867 à 1960* de Milton Friedman et Anna Schwartz privilégie le rôle des **facteurs financiers**. L'effondrement de l'activité met en péril les bilans bancaires, provoquant la panique des déposants. En retirant massivement

leurs dépôts, ils poussent à la faillite les banques les plus vulnérables : en quatre ans, **la moitié des banques américaines ferment ou sont absorbées**, tandis que la masse monétaire se réduit d'un tiers. Or, les faillites bancaires privent les débiteurs les plus fragiles de refinancement, causant ainsi de **nouvelles faillites**, paysans, PME ou ménages endettés.

Les autorités monétaires de l'époque ne réagissent pas car les taux sont très bas, entre 1 et 2 % : pour Friedman, c'est là la cause principale du désastre. En 1932, Hoover crée une *Reconstruction Finance Corporation* dotée d'un capital public pour faire des avances aux établissements financiers en difficulté.



Repère La *debt deflation*

En 1933, l'économiste américain Irving Fisher analyse les conséquences de la baisse des prix ou déflation sur la solvabilité des emprunteurs. La valeur de l'activité baisse à deux reprises : une fois par la diminution de la production par les entreprises, une deuxième fois par la baisse des prix face à celle de la demande. Le chiffre d'affaires des entreprises s'effondre d'autant, rendant la dette existante, à montant nominal égal, plus difficile à rembourser. Les plus fragiles font défaut : c'est la *debt deflation*.

C. La Grande dépression

Contrairement aux crises précédentes, celle de 1929 ne disparaît pas en quelques mois mais se généralise à toute l'économie et aux autres pays. Quelques indicateurs donnent la mesure de cette « Grande dépression » qui ne cesse vraiment qu'avec la Seconde Guerre mondiale, qui fait tourner à fond l'appareil industriel américain, « arsenal de la démocratie ».



Document essentiel

La Grande dépression aux États-Unis

Année	1929	1930	1931	1932	1933
Produit national brut (milliards de \$)	104	91	76	59	56
Chômage (% de population active)	3,2	8,7	15,9	23,6	24,9
Investissement (milliards de \$)	16,2	10,3	5,5	0,9	1,4
Revenus de l'agriculture (milliards de \$)	11,3	9,1	6,4	4,8	5,5

Source : A. Maddison, *Economic Growth in the West*, George Allen & Union, 1964.

Le passage d'une crise américaine à une crise mondiale

La crise de 1929 devient une crise mondiale avec des manifestations particulièrement aiguës qui restent aujourd'hui une référence absolue pour l'analyse économique. C'est aussi parce qu'elle a des conséquences qui dépassent largement le seul domaine économique.

L'ESSENTIEL EN DATES

- **17 juin 1930** : promulgation de la loi Hawley-Smoot Tariff.
- **11 mai 1931** : faillite de la Kreditanstalt autrichienne.
- **21 septembre 1931** : dévaluation de la livre sterling.
- **9 mars – 16 juin 1933** : premier *New Deal*.
- **1^{er} octobre 1936** : dévaluation du franc français.
- **10 novembre 1937** : fondation de l'Estado Novo au Brésil, régime autoritaire de la II^e République portugaise de 1937 à 1974.

1. La Dépression touche le monde entier

« Ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés » disait La Fontaine à propos de la peste : ce vers est souvent cité pour décrire la contamination de la crise de 1929 au monde entier. Seule l'URSS paraissait épargnée, tant son système économique était particulier. Elle affichait même une production industrielle presque double quand celle des autres chutait...

A. Des caractères communs

Dans la plupart des pays touchés, la crise présente des caractères communs :

- elle est une dépression avec une **contraction généralisée de la production** en volume. La production industrielle baisse de 40 % au niveau mondial en trois ans, de 60 % pour l'acier, celle de l'**automobile** est divisée par trois. Elle repart ponctuellement autour de 1933, dans plusieurs cas mais le redémarrage ne se fait vraiment sentir qu'à partir de 1937-1938 dans le cadre du réarmement ;
- elle est aussi une **déflation**, même si la baisse des prix commence dès 1927, surtout pour les produits agricoles et les matières premières. Elle tourne autour de 20 % aux États-Unis et au Royaume-Uni et de 12 % en France. Elle touche davantage les prix de gros (32 % au Royaume-Uni, 38 % en France, 42 % aux États-Unis). Cette baisse généralisée **réduit le pouvoir d'achat des producteurs** comme des paysans, ou des habitants

des pays neufs exportateurs de produits agricoles ou de matières premières comme le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou ceux d'Amérique Latine, exportateurs de « produits de dessert » (café, cacao) ;

- la crise produit un **chômage massif** même si les évaluations restent imprécises. Dans de nombreux pays, le taux avoisine 15 à 20 % de la population active, avec environ 30 millions à l'échelle mondiale.

Pour analyser la chute de la production ou des revenus, il faut vérifier s'il s'agit de chiffres observés (montant en valeur) ou corrigés du mouvement des prix (montant en volume) : dans le premier cas, la baisse est fortement amplifiée. De plus, Paul Bairoch remarquait qu'il faut nuancer le tableau : la croissance économique de 1929-1939 dans les pays développés (1,1 %) ou pour l'ensemble du monde (0,8 %) est certes le tiers de la période précédente mais atteint ou dépasse les chiffres de la période 1830-1890.

B. L'ébranlement du système monétaire international (SMI)

Le SMI des années 1920 est régulièrement sous pression à cause de la question des **réparations que l'Allemagne doit verser à la France**, celle-ci voulant les lier au remboursement de ses propres dettes envers les États-Unis. La question est à l'origine de l'**hyperinflation** connue par l'Allemagne en 1923, puis fait l'objet du plan Dawes en 1924 et du plan Young en 1929. Enfin, la conférence de Lausanne de 1932 constate la fin du paiement de l'Allemagne, la France en tirant la conclusion qu'elle ne rembourserait plus les Américains, poussant ceux-ci à plus de protectionnisme. De leur côté, les banques américaines ont placé **l'économie allemande littéralement sous perfusion**, ce qui pèse ensuite sur cette dernière. En 1928, pour participer à l'envol boursier, des capitaux sont rapatriés en Amérique, asphyxiant déjà l'Allemagne. En 1930, la situation s'améliore car les investisseurs américains voient dans ce pays un refuge alors que Wall Street s'effondre.

L'année **1931** est celle de la **crise financière internationale** qui frappe successivement **l'Autriche, l'Allemagne et le Royaume-Uni**, mettant fin à l'étalon-change or instauré en 1922. Elle se manifeste par des faillites retentissantes, le 11 mai 1931 celle de la Kreditanstalt, qui gérât 70 % des dépôts autrichiens, puis le 13 juillet celle de la Danat ou Darmstädter und Nationalbank, fragilisée par la faillite de l'entreprise textile Nord Wolle qui avait acheté avec un crédit bancaire de la laine, en escomptant une remontée des cours. On constitue alors un groupe interbancaire allemand solidaire. Le **21 septembre, Londres** annonce la suspension de ses paiements en or... ce qui conduit à spéculer contre le dollar, mais en vain à court terme. En revanche, le dollar cesse d'être convertible le 19 avril 1932.

La France échoue à harmoniser les politiques monétaires lors de la conférence économique et monétaire de Londres (juin-juillet 1933). Avec d'autres pays européens, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie, Suisse, Pologne et Tchécoslovaquie, elle tente de maintenir cette convertibilité en **formant le « bloc-or »** mais sans succès durable. Le **1^{er} octobre 1936**, le Front populaire dévalue le franc de 35 %, puis il devient flottant le **30 juin 1937**, mais il est trop tard pour apporter un avantage compétitif à l'économie du pays.

Les dévaluations se comprennent par rapport à la politique libérale classique, qui voit dans la crise non un excès d'offre mais des prix trop élevés. Pour rééquilibrer la balance des échanges, les pays mènent une politique de déflation : en baissant les prix, les salaires, elle vise à soutenir les exportations. C'est la politique menée notamment par le Japon, le

Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la France. Son coût social est élevé, suscitant des grèves voire des émeutes et conduisant à la victoire électorale des coalitions opposées à cette voie comme F. D. Roosevelt aux États-Unis en 1932 ou le Front populaire en France en 1936. La dévaluation est une manière de compléter la déflation en réduisant ce coût social, puisqu'elle permet de baisser comparativement le prix des biens exportés pour augmenter celui des importations et inciter à réduire ces dernières. Toutefois, elle n'est efficace que pour les premiers à dévaluer : la dévaluation de la livre sterling permet à la production industrielle de retrouver son niveau d'avant crise en 1934. Pour une part, elle relève de la guerre économique.

C. La contraction du commerce international

La crise produit une série de réactions « en chaîne » de type « dominos » par le canal du commerce international : la déflation aggrave la chute de production industrielle et les échanges, d'où une baisse des prix des matières premières moins recherchées, ce qui conduit les pays producteurs de matières premières à réduire leurs achats de biens manufacturés, provoquant des faillites. On observe alors une **contraction généralisée du commerce international**, qui perd près de 70 % en valeur des échanges entre 75 pays en 1929-1933 suivant une véritable « spirale contractionniste », représentée par un célèbre diagramme en « toile d'araignée » produit par la Société des Nations (SDN). Corrigée de la baisse des prix, la **chute est de 25 % environ en volume**. Lorsque la production industrielle repart vers 1932, les échanges restent inférieurs de 20 % au niveau de 1929 en Europe ou Amérique du Nord, à cause de diverses mesures protectionnistes prises entre-temps. Par ailleurs, ces pays sont avantagés par rapport aux pays neufs par les « **termes de l'échange** », c'est-à-dire le rapport entre les prix des biens manufacturés et ceux des matières premières, les premiers l'emportant sur les seconds sur cette période.

La crise conduit les pays à isoler leur économie et lorsque l'activité repart, les échanges ne suivent pas. Les États-Unis lancent le mouvement avec le **Hawley-Smoot Tariff promulgué le 17 juin 1930**, qui taxe lourdement de très nombreux produits (40 % sur le blé), suscitant des représailles de la part des autres pays. Le 20 novembre 1931, le Royaume-Uni adopte l'**Abnormal Importation Act** qui prévoit jusqu'à 100 % de droits de douane dans certains cas. Ce **protectionnisme** s'accompagne de la promotion de l'**autarcie**, conduisant à la tentative d'une union douanière germano-autrichienne en 1931, la crise bancaire y faisant renoncer, ou au repli sur les vastes empires coloniaux comme marchés captifs. Le 20 août 1932, les **accords d'Ottawa** instituent une préférence impériale au sein du Commonwealth britannique. La France redéploie ses échanges vers son empire, leur volume double de 1929 à 1936. C'est l'époque des grandes plantations de caoutchouc ou de riz en Indochine. À partir de 1935, l'Italie de Mussolini mène officiellement une politique d'autarcie autour de son empire colonial augmenté de l'Abyssinie et **promeut les ersatz** aux produits importés. Le terme « d'espace vital » du nazisme se comprend aussi dans cette perspective, tout comme le « panisme » de la géopolitique de Karl Haushofer : il s'agit de concevoir des espaces d'une taille suffisante pour fonctionner de manière autonome économiquement.

Pour une part, il n'y a plus vraiment de marché mondial comme en témoignent les grands écarts de prix du blé en décembre 1932 : il est deux fois plus élevé à Milan qu'à Berlin ou à Paris, trois fois plus qu'à Londres aux parités en vigueur.

2. L'Amérique latine bouleversée par la crise

La Grande dépression bouleverse l'Amérique latine, dont le mode de développement est particulièrement sensible aux effets de la crise. La crise sociale qui en découle secoue fortement la vie politique et joue le rôle de matrice au mouvement politique particulier du populisme.

A. La crise remet en cause le cadre des États d'Amérique latine

L'Amérique latine d'entre-deux-guerres est caractérisée par une **économie agro-exportatrice**, source de richesses mais aussi d'inégalités sociales fortes et de dépendance envers les pays riches. Au **Brésil**, le **café représente 72 % des exportations** en 1929, or, son **cours perd 45 %** entre 1929 et 1932. Ceux du blé et du sucre perdent respectivement 64 % et 67 %, en fait plus du double depuis 1923-1924 car la décennie 1920 est globalement mauvaise pour les prix agricoles. Cette situation a produit des troubles dès décembre 1928 comme en Colombie : plusieurs milliers d'ouvriers agricoles de l'*United Fruit Company* américaine sont abattus par la police dans le « massacre des bananeraies ».

Les produits manufacturés européens tuent l'industrie locale par leur faible prix tandis que la remontée des taux en 1928 pèse sur ces pays qui se sont abondamment endettés auprès des banques américaines. Ils se heurtent à la baisse de consommation des pays industriels et aux barrières tarifaires instaurées par ceux-ci, ce qui empêche le redémarrage des exportations. Si le PNB global retrouve son niveau de 1929 en 1934, après un recul de 14 %, les **exportations ne remontent qu'à moins de 86 % du niveau initial** après avoir perdu 27 %. L'accumulation des stocks invendus est telle que le Brésil en vient à brûler son café, mêlé à du goudron, dans ses locomotives... La paralysie du commerce mondial pousse plusieurs de ces pays vers le développement original d'une **industrie nationale de substitution aux importations**, servant plus tard de modèle aux autres pays du Tiers-monde.

B. La matrice du populisme

La Grande dépression remet en cause l'économie d'agro-exportation mais également l'oligarchie économique qui en tirait profit et la plupart des pays du continent connaissent alors des **coups d'État** aboutissant à un régime autoritaire ou à une dictature. En Argentine, un coup d'État inaugure la « décennie infâme » ou « *década infame* » en 1930, la même année, le général Trujillo s'impose en République dominicaine et un régime autoritaire s'installe en 1934 en Équateur. À Cuba, la crise touche de plein fouet une économie mono productrice de canne à sucre et de tabac : le général Machado est renversé par une grève générale et la « révolte des sergents » du 4 septembre 1933, d'où émerge Fulgencio Batista, qui dirige le pays jusqu'en 1959. En 1934, Lázaro Cárdenas s'impose au Mexique et mène une politique de réforme agraire tout en nationalisant la Pemex qui exploite le pétrole du pays pour reprendre la main sur la richesse nationale.



Repère Le populisme

Le terme apparaît en Russie, où les « populistes » ou « *narodniki* » des années 1850 défendent une révolution fondée sur les communautés paysannes. À partir des années 1930, plusieurs pays adoptent ce modèle. Il partage des éléments avec le fascisme comme la rhétorique nationaliste, les manifestations d'enthousiasme, la mise en avant d'un chef charismatique, l'antiparlementarisme et l'antilibéralisme. En revanche, il en diffère par l'absence de parti unique, d'idéologie de l'homme nouveau et de la guerre d'expansion. Il est un mouvement anti-élitiste prétendant s'appuyer sur l'adhésion des masses, mise en scène dans les villes.

Ces bouleversements forgent un nouveau modèle politique qualifié de « populisme », qui caractérise l'Amérique latine pour plusieurs décennies. Pour la décennie 1930, il est incarné principalement par **Getúlio Vargas (1882-1954) au Brésil**. Grand éleveur de bétail du sud, il prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'État baptisé « révolution de 1930 » contre une république oligarchique. Il s'appuie sur les masses ouvrières et met en place une législation qui leur est favorable pour contrer les communistes. En 1937, après la tentative de coup d'État de ces derniers, il instaure un « **Estado Novo** », directement inspiré du régime corporatiste de Mussolini. En 1945, il quitte le pouvoir mais est réélu en 1951.

Le populisme s'efforce de **développer un « capitalisme national »** comme moyen de « rendre le pays au peuple ». Il devient alors un dirigisme étatique antilibéral quand il oriente la production industrielle et prend des décisions à la place des entreprises. En Argentine, le ministre des Finances et de l'Agriculture Federico Pinedo met ainsi en place une économie dirigiste. Il prend une couleur sociale quand il « octroie » un salaire minimum, un congé maternité et des congés payés comme au Brésil.

3. Les États-Unis, modèle de remède ?

Lieu de déclenchement de la crise, d'où elle se répand à travers toute la planète, les États-Unis sont aussi le lieu d'expérimentation d'une nouvelle politique, partiellement nourrie des analyses de John Maynard Keynes et inspirant d'autres mesures prises ensuite en Europe.

A. Le premier New Deal

Le *New Deal* ou « nouvelle donne » est devenu le symbole des politiques de relance anti-crise : il ne faut pas le surévaluer. D'une part, Hoover a déjà pris plusieurs mesures, mais elles sont restées limitées en envergure et ont eu peu d'effet. D'autre part, le *New Deal* est **d'abord un slogan électoral** lancé par F. D. Roosevelt le 2 juillet 1932 comme candidat démocrate face au président républicain sortant Herbert Hoover : « *a new deal for the American people* ». Il n'a, à cette date, aucun contenu précis et se veut davantage une **méthode pragmatique**. Son entourage comprend des « *planers* » ou « planificateurs », qui prônent des réformes structurelles, et des « *spenders* », ou « conjoncturistes », favorables à un fort soutien au pouvoir d'achat pour écouler les produits invendus. Si Roosevelt a rencontré Keynes en 1934, l'œuvre de ce dernier ne date que de 1936 et si ses réflexions exercent une influence, le rôle qu'il attribue au déficit budgétaire est loin de convaincre le nouveau président américain. Le *New Deal* a été qualifié de keynésien largement après coup.

Le *New Deal* comprend **16 lois votées en « cent jours »**, du 6 mars au 16 juin 1933, amplifiant des mesures prises par Hoover. L'***Agricultural Adjustment Act* (AAA)** cherche à faire remonter les prix agricoles pour restaurer le niveau de vie des *farmers*, victimes de la crise : on organise une baisse de certaines productions et on vient en aide aux agriculteurs défaillants. La ***Tennessee Valley Authority* (TVA)** comprend une ambitieuse rénovation d'une zone rurale frappée par la crise et la construction de centrales hydroélectriques régulant le fleuve et fournissant l'énergie pour attirer des industries. Enfin le ***National Industrial Recovery Act* (NIRA)** pose un cadre de coopération entre l'État et les entreprises, notamment pour limiter la concurrence au sein d'une même branche et enrayer la chute des prix : cela va à l'encontre de la tradition américaine de lutte anti-trust. De plus, un salaire minimum est garanti et les syndicats reconnus. Les entreprises qui coopèrent sont montrées en exemple avec un logo représentant un aigle bleu accompagné de la mention « *we do our part* », attribué par la *National Recovery Administration* (NRA) chargée de l'application de cette législation.



FIGURE CLÉ Franklin Delano Roosevelt (1882-1945)

Apparenté au Président Theodore Roosevelt, il mène une carrière politique au parti démocrate malgré sa paralysie partielle due à la poliomyélite qu'il a contractée en 1921. Sa lutte contre la maladie apparaît comme le symbole de son volontarisme. Gouverneur de l'État de New York depuis 1928, il a montré sa capacité à lutter contre le chômage. En 1932, il est élu Président des États-Unis. Face à la crise, il lance une politique audacieuse dite de *New Deal*. Après avoir contourné l'opposition isolationniste, il engage son pays dans la guerre à la suite de Pearl Harbor en 1941. En 1945, sa priorité est la victoire et la mise en place d'institutions internationales pour construire la paix, ce qui l'amène à des concessions envers Staline. Il meurt d'une crise cardiaque le 12 avril 1945. Son Vice-Président, Truman, lui succède aussitôt.

B. Une politique qui s'adapte

D'un côté, plusieurs indicateurs témoignent d'une **amélioration entre 1933 et 1935** : le PNB regagne un tiers de ce qui a été perdu depuis 1929, la production industrielle 58 % et le salaire horaire ouvrier remonte au niveau de 1929. De l'autre, le ***New Deal* est fortement critiqué** : revigorés par celui-ci, les **syndicats** dénoncent les concessions faites au patronat, qui crie au dirigisme. Dans certains États, le **populisme** gagne en audience comme en Louisiane où le gouverneur **Huey Pierce Long**, quoique démocrate, met en place un gouvernement inspiré de Mussolini, défendant préférence nationale et suprémacie blanche. D'abord soutien de Roosevelt, le **Père Coughlin**, curé à Détroit qui rencontre un immense succès par ses sermons radiodiffusés, dénonce désormais la politique de *New Deal*. Dominée par les républicains, la **Cour suprême censure** le NIRA le 27 mai 1935 et l'AAA le 6 janvier 1936 avec l'argument que le pouvoir fédéral a outrepassé ses droits constitutionnels : toute la législation est à refaire.

Pour contrer cette opposition, Roosevelt s'appuie sur les « *spenders* » et met en œuvre une relance par le budget qui annonce un État-providence. En août 1935, le ***Social Security Act*** instaure un système d'assurance contre le chômage, la vieillesse et l'invalidité, proclamant des droits sociaux de l'individu. La lutte contre le chômage est prise directement en charge par une nouvelle *Work Progress Administration* tandis que la *National Youth Adminis-*

tration donne des tâches intellectuelles à 750 000 jeunes diplômés sans travail. En tout, ce sont 10 millions de chômeurs qui sont mobilisés par l'État. Les dispositions du NIRA sont étendues par la **loi Wagner de 1935** ou **National Labor Relations Act (NLRA)** dont le paragraphe 7 légalise l'existence des syndicats et prévoit l'élection de délégués du personnel pour discuter avec le patronat. En novembre 1936, Roosevelt est triomphalement réélu. En 1937, les indicateurs montrent une amélioration de la situation, partiellement de retour au niveau de 1929 mais avec encore 7,5 millions de chômeurs : soucieux de réduire le déficit et inquiet d'un retour d'inflation, le gouvernement coupe brutalement ses dépenses, faisant replonger l'économie. L'année **1938** voit donc un « **troisième New Deal** », **nettement marqué par Keynes**, avec des dépenses budgétaires élevées, une législation du travail favorable aux hausses de salaire et un contrôle plus strict des entreprises.

C. Quel bilan ?

Le bilan du *New Deal* ne se limite pas à des indicateurs économiques, qui témoignent d'une indéniable **stabilisation de la situation économique** en 1939 et non d'un retour aux niveaux de 1929, que seule la production de guerre assure. En revanche, il apporte des **gains qualitatifs** utiles pour la suite. Les **infrastructures** ont été profondément améliorées : la vallée du Tennessee aménagée, les campagnes davantage électrifiées, les routes et les ports modernisés. La population active est moins agricole et davantage tertiaire. En une décennie, la **productivité a progressé de 22 %**.

Plus largement, le *New Deal* a permis de **réconcilier les Américains avec eux-mêmes** et passe pour une révolution pacifique. Il a réintégré dans la communauté nationale les victimes de la crise, *farmers* (agriculteurs), chômeurs, invalides, à l'inverse de ces « *Bonus Army marchers* » vétérans de la première guerre mondiale qui réclamaient en juillet 1932 le versement de la légère augmentation de leur maigre pension votée en 1924 et sur lesquels tire l'armée à Washington. Cette politique a aussi opéré un **nouvel équilibre des pouvoirs entre le Président et la Cour suprême**, qui a fini par valider le *New Deal* sous la menace d'une réforme de la Cour par Roosevelt. Le **pouvoir fédéral se renforce** et acquiert une légitimité à agir dans le domaine économique.

L'émergence d'un chômage de masse

La Grande dépression des années 1930 a marqué les populations par le chômage de masse. Non seulement, cela a constitué une épreuve matérielle et morale profondément douloureuse, mais le pacte social de plusieurs pays en a été bouleversé de manière dramatique, en France mais surtout en Allemagne, facilitant l'arrivée au pouvoir de Hitler.

L'ESSENTIEL EN DATES

- **30 mars 1930 – 30 mai 1932** : Heinrich Brüning chancelier allemand.
- **Février 1932** : pic du chômage en Allemagne avec 6,128 millions de chômeurs.
- **7 mars 1932** : « marche de la faim » à Dearborn, près de Detroit.
- **30 janvier 1933** : Adolf Hitler chancelier.
- **Mars 1933** : 11-12 millions de chômeurs aux États-Unis.
- **nuit du 7 au 8 juin 1936** : accords Matignon.

1. Un chômage d'une ampleur sans précédent

La notion de chômage apparaît à la fin du XIX^e siècle mais l'ampleur que prend ce phénomène caractérise la Grande dépression et marque la mémoire des pays touchés.

A. Des chiffres inédits

Les chiffres du chômage ont marqué les contemporains et pourtant ils sont souvent partiels, sous-évalués et rarement généralisables. La plupart de ceux qui sont évoqués aujourd'hui sont des réévaluations postérieures car les pays manquaient alors d'outils statistiques pour mesurer cette nouvelle réalité. Les **définitions sont souvent restrictives** : on compte souvent ceux qui ont perdu leur emploi, non ceux qui en cherchent un, surtout un premier emploi. Les taux les plus élevés parfois cités (30 %) concernent des situations locales ou propre à telle branche productive : un **taux de 15 % est déjà très élevé** à une époque où la population active rurale est encore très présente et ne connaît pas vraiment le chômage, mais peut vivre dans la misère... La masse des **11 à 12 millions de chômeurs américains**, en mars 1933, a marqué les contemporains, dans un pays qui compte alors 126 millions d'habitants.

Pour la première fois, la **montée forte n'est pas suivie d'une décrue symétrique** : le taux minimum aux États-Unis, en 1936, équivaut au maximum de la crise de 1921. Le Royaume-Uni avait connu un chômage élevé malgré la croissance des années vingt : cette situation se généralise. Au-delà des chiffres généraux, la situation connaît

d'importantes disparités, d'abord entre les régions rurales, moins touchées, et les régions industrielles d'un même pays (sauf aux États-Unis à cause du *Dust Bowl*, tempête de poussière en partie due à la surexploitation des sols pour compenser la baisse des cours). Ensuite, des métiers sont plus touchés que d'autres : en Allemagne, en 1932, les taux sont particulièrement élevés dans la chimie, la métallurgie, la charpente. Enfin, il faut ajouter la **baisse des salaires** et le **chômage partiel** qui n'est pas mesuré mais dont il y a des indices : de 1929 à 1933, aux États-Unis, les gains horaires baissent de 20 % et les gains hebdomadaires de 45 %.

B. Vivre le chômage

Des études ponctuelles ont été menées à l'époque pour décrire le quotidien de ces masses de chômeurs, tandis que des œuvres littéraires ont laissé des témoignages, la plus célèbre étant *Les Raisins de la colère* de John Steinbeck, parue en 1939 et portée à l'écran l'année suivante : il y dépeint l'errance des paysans ruinés de l'Oklahoma, cherchant du travail en Californie. La photographe Dorothea Lange a laissé de multiples clichés des souffrances des populations, telle la célèbre *Migrant Mother* de 1936, lorsqu'elle sillonne le pays pour le compte de Roosevelt et pour vérifier les effets de sa politique. Ceux qui doivent quitter leur logement, ne pouvant plus payer le loyer, vont peupler les **bidonvilles** (« Humpies » en Australie ou « Hoovervilles » aux États-Unis), qui se multiplient, ou vont errer le long des voies ferrées, en quête de travail.

Globalement, les chômeurs ne mangent plus de viande, mais beaucoup plus de farine. Les dépenses vestimentaires sont nettement sacrifiées tandis que des **dépenses non essentielles** voient leur part augmenter, thé et bonbons chez les Britanniques, vin et café en France. Les chômeurs dépensent aussi pour des paris ou des places de cinéma, ce qui leur redonne un peu d'espoir.



Repère Le cinéma et les chômeurs

Les chômeurs vont au cinéma, qui leur procure un peu d'oubli et d'espoir. Aux États-Unis, un billet coûte environ une heure de salaire (c'est le cas jusqu'aux années 1980). Dans *Les Temps modernes* de 1936, pour son dernier film muet, Charlie Chaplin prend leur parti avec une certaine tendresse. En 1933, avec *Les Trois petits cochons*, Walt Disney réussit à faire de la chanson *Who's afraid of the Big Bad Wolf* un refrain anti-crise repris par tous. En 1934, pour *Blanche-Neige et les sept nains*, qui sort trois ans plus tard, il lance un concours de gags en offrant 5 dollars à ceux dont les idées seront retenues.

La masse des chômeurs laisse aux autres un sort moins difficile. Le patronat tend ainsi à licencier rapidement plutôt que de baisser les salaires et d'affronter ensuite des revendications, ce qui contribue à la résistance à la baisse d'une partie des salaires et revenus nominaux. Puisque les prix baissent, **une partie de la population voit même son pouvoir d'achat augmenter**. C'est aussi un effet paradoxal mais bien réel de la crise, qui explique que la consommation et l'épargne baissent relativement peu.

Au-delà des conditions matérielles, les masses de chômeurs expérimentent aussi une **souffrance morale intense**. L'absence de décrue de même ampleur que la montée nourrit le sentiment de l'absence de perspectives face à une crise qui n'en finit pas. L'isolement social progresse, avec la honte de se montrer, puis le désespoir, parfois

le suicide. Ce spectacle nourrit le **pessimisme culturel chez les élites** : Paul Valéry et Henri Bergson décrivent l'impuissance de l'homme face au monde tandis que Georges Duhamel craint de voir l'avenir de l'Europe dans les États-Unis évoqués par *Scènes de la vie future* paru en 1930. L'ouvrage inspire Céline pour les chapitres américains du *Voyage au bout de la nuit* (1932).

Le chômage de masse déstabilise profondément les sociétés. Il y a relativement peu de mouvements sociaux spécifiques aux chômeurs, hormis les « **marches de la faim** », au Royaume-Uni, en novembre 1932, ou à Lille et à Paris en novembre-décembre 1933. Celle de Dearborn, près de Detroit, le 7 mars 1932, alors que Ford vient de licencier les trois-quarts de ses effectifs, est dispersée dans le sang.

2. La France face au chômage

La mesure du chômage en France est très lacunaire pour les années 1930 et sous-évalue le phénomène. L'échec des mesures classiques à le maîtriser conduit à l'expérience du Front populaire.

A. L'échec des réponses classiques

La France est **touchée plus tardivement** par la crise, en 1931. Un an plus tôt, André Tardieu peut encore croire qu'elle constitue « un îlot de prospérité dans un monde en crise ». Elle est moins intégrée au commerce international, avec des PME qui vendent sur le marché national. Dans un premier temps, les secteurs innovants (automobile, aluminium, industries chimiques) continuent de progresser, tandis que les branches anciennes voient leur production baisser, avec un total de 30 % pour l'industrie cette première année. La dévaluation de la livre sterling en septembre **renchérit comparativement le franc**, à quoi s'ajoutent les mesures protectionnistes des autres pays : la France n'exporte plus. **L'archaïsme de ses structures** l'a d'abord protégée : elle l'empêche de rebondir en 1935 comme d'autres pays, car ses produits ne sont pas concurrentiels.

Par erreur d'analyse, les **gouvernements s'attaquent aux conséquences de la crise** (déficits commercial et budgétaire) et non à ses causes, ce qui nécessiterait de moderniser les structures productives. Les analyses économiques voient dans le chômage le résultat d'un dérèglement du marché du travail, en particulier de la résistance à la baisse des salaires : pour le britannique **Arthur Cecil Pigou**, dans la *Théorie du chômage* de 1933, qui inspire largement les hommes politiques, le « **chômage involontaire** » est impossible structurellement et sa manifestation n'a pas une cause isolée mais résulte d'un dysfonctionnement général. En 1931, **Jacques Rueff** écrit aussi un article « L'assurance-chômage, cause du chômage permanent », hostile à toute assistance.

Les gouvernements relèvent les **taxes douanières** sur les pays qui ont dévalué pour compenser, **luttent contre la surproduction agricole** pour faire remonter les prix, quitte à arracher de la vigne et à transformer du vin en alcool, interdisent la création de nouvelles entreprises industrielles et surtout la **déflation**. Le sommet est atteint en 1935 avec les **décrets-lois de Pierre Laval** qui réduisent toutes les dépenses de l'État de 10 %, y compris le traitement des fonctionnaires. On cherche aussi à soutenir le « travail français » en renvoyant une partie des immigrés. Ces mesures ne font que peser sur le

marché intérieur mais n'empêchent pas la perte d'un million d'emplois de 1931 à 1936. Signe d'une sous-évaluation du chômage, celui-ci n'augmenterait que de 500 000 chômeurs parallèlement. Les jeunes en quête d'emploi ou les plus âgés dans le même cas ne sont pas comptabilisés. Le film *La Belle Équipe* (1936) de Julien Duvivier dépeint le poids de la vie de chômeurs.



Repère Les décrets-lois

Les décrets-lois sont une délégation du pouvoir législatif à l'exécutif pour une prise de décision plus rapide, généralement dans un contexte sous contrainte, comme lors de la Première Guerre mondiale ou face à la crise économique. Ils sont également une manière de contourner la paralysie du parlement : le recours de plus en plus fréquent à cet expédient dans les années 1930 traduit ce dysfonctionnement. Le principe a été repris par les ordonnances sous la V^e République.

B. L'expérience du Front populaire

Avec le slogan « pain, paix, liberté », l'alliance électorale des communistes, socialistes et radicaux remporte les législatives des 26 avril et 3 mai 1936 et un gouvernement de Front populaire présidé par Léon Blum est investi le 6 juin 1936, suscitant l'espoir d'une nouvelle réponse à la crise.

Parallèlement, plus de deux millions de travailleurs se sont mis en grève, non pour préparer la révolution, comme l'affirme le patronat affolé par les occupations d'usine, condamnées par Blum comme acte révolutionnaire, mais pour « relever la tête » selon la philosophe Simone Weil, proche du milieu ouvrier. De fait, on a parlé de « **grèves joyeuses** », où l'on danse et s'amuse sur un lieu de travail que l'on s'est approprié.

Le **7 juin**, à l'**Hôtel Matignon**, devenu récemment la résidence de la présidence du Conseil, Blum réunit la CGT et le patronat pour signer des accords qui donnent aux ouvriers une **augmentation de salaire de 7 à 15 %**, reconnaissent le droit syndical dans l'entreprise et la pratique des conventions collectives. Il faut toutefois l'autorité de Maurice Thorez pour mettre fin au mouvement social, avec la formule devenue célèbre « il faut savoir terminer une grève dès que la satisfaction a été obtenue ». Ces accords tentent une **politique de relance par la consommation**, ce que complètent deux lois instituant **quinze jours de congés payés** pour les salariés et la **semaine de 40 heures**. Pour réguler les prix du blé est créé un Office national interprofessionnel du blé (ONIB), la Banque de France voit sa gouvernance démocratisée dans les textes (mais sans effet en réalité) et les industries d'armement sont nationalisées.

C. Quelle efficacité ?

Sur le plan strictement économique, le bilan est limité. L'hostilité des milieux financiers nourrit la **fuite des capitaux** vers la Suisse, ce qui pèse sur le franc. Sa **dévaluation** le 1^{er} octobre est trop tardive pour gagner en compétitivité face aux autres pays. Les augmentations de salaires et les dépenses de réarmement relancent l'**inflation**, qui annule les hausses de salaire en trois mois. Le **chômage ne reflue pas**. En février 1937, Blum doit **proclamer « la pause »**. Le patronat n'a pas joué le jeu, les classes moyennes sont déçues, ce qu'expriment les radicaux, tandis que les communistes veulent plus. La guerre d'Espagne

pèse sur la vie politique : Blum est contraint à la neutralité malgré sa sympathie pour les Républicains. Le réarmement, au contraire de ce que l'accusera Vichy, pèse sur le budget et les nécessités de production viendront limiter les mesures sociales. En avril 1938, **Édouard Daladier** forme un gouvernement pour « remettre la France au travail ». Par décrets-lois, son ministre des Finances **Paul Reynaud** reprend la politique d'économies budgétaires, d'alourdissement fiscal et la loi sur les 40 heures est assouplie pour l'industrie d'armement. En 1939, la production industrielle globale reste inférieure de 10 à 20 % du niveau de 1929.

En revanche, le Front populaire insuffle un **esprit nouveau** et redonne espoir de sortir de la crise. Il a manifesté la tentative d'intégrer à la République les ouvriers qui « campaient à ses portes » selon Blum. Les accords Matignon sont restés une référence pour ce mouvement mais inaugurent aussi la prise en charge par l'État des rapports sociaux, ce qui n'incite pas à la négociation entre partenaires sociaux.

3. Le chômage déstabilise la République de Weimar

La « République de Weimar » a été un âge d'or de la social-démocratie allemande, avec une série de mesures en faveur des ouvriers. Le 3 octobre 1929 meurt le chancelier Gustav Stresemann, qui a incarné cette période sans être social-démocrate lui-même ; le 24 *Wall Street* s'effondre. Les contemporains ont vu dans cette concomitance le basculement vers la fin de la République. La crise provoque un chômage de masse qui nourrit le ressentiment à son égard au profit des communistes et des nazis, qui, dans les faits, conjuguent leurs forces pour abattre le régime.



Repère La République de Weimar

Le 9 novembre 1918, peu après l'abdication de l'empereur Guillaume II de Hohenzollern, Philipp Scheidemann proclame la « République », deux heures plus tard le social-démocrate Karl Liebknecht (social-démocrate « spartakiste » fondateur du parti communiste KPD avec Rosa Luxemburg en décembre suivant) déclare une « République socialiste libre ». Le débat entre les deux projets est tranché par la répression sanglante de la révolution « spartakiste » à Berlin en janvier 1919. D'un refus que la révolution politique se prolonge en révolution sociale naît la « République de Weimar », dont la Constitution est promulguée le 11 août 1919 et dont le nom vient de la petite ville qui abrite provisoirement les institutions, fuyant les troubles de la capitale impériale. La constitution associe parlementarisme et pouvoir présidentiel fort, dans une synthèse qui a des points communs avec la V^e République française. L'accession de Hitler à la chancellerie le 30 janvier 1933, appuyé sur une majorité parlementaire, en marque classiquement la fin. On notera que la République est fédérale, composée de *Länder*, et que l'unité nationale continue de s'exprimer par le qualificatif « impérial » (*Reichs-*) comme en témoignent le « *Reichspräsident* » (chef d'État), « *Reichskanzler* » (chancelier) ou « *Reichstag* » (parlement) malgré l'abolition de l'empire. Jusque-là, l'Allemagne n'a été unie que comme empire.

SCIENCES PO

HISTOIRE

CONCOURS COMMUN DES IEP



La **méthode** pour réussir l'analyse de documents, les **conseils à suivre** et les **erreurs à éviter**



Le **cours complet** en 38 fiches pour connaître tout le programme



Les **biographies** de 65 figures historiques clés



+ de 200 documents historiques (textes, photos, cartes, etc.) et **repères** (vocabulaire, théories, mouvements, etc.) à connaître



Les **220 dates** à retenir



10 sujets corrigés, dont les **deux sujets 2026**, pour s'entraîner dans les conditions réelles du concours

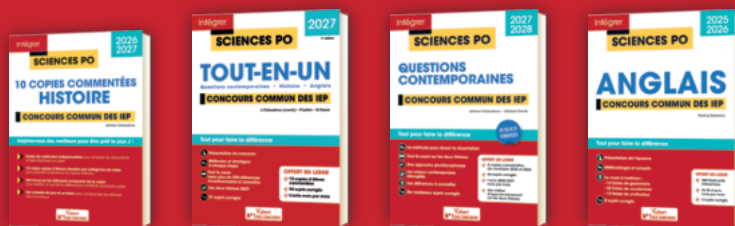
TOUT LE PROGRAMME OFFICIEL

- « Les relations entre les puissances et les modèles politiques des années 1930 à nos jours »
- « Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930 »

OFFERT EN LIGNE

- + 10 vidéos « focus »
- + 14 sujets corrigés
- + 175 QCM interactifs
- + 35 synthèses à compléter
- + Fil d'actualité

Mettez toutes les chances de votre côté



Retrouvez tous nos ouvrages sur : www.vuibert.fr

ISSN : 2265-4941
ISBN : 978-2-311-22276-0



9 782311 222760



24,90 €

Vuibert
N°1 DES CONCOURS